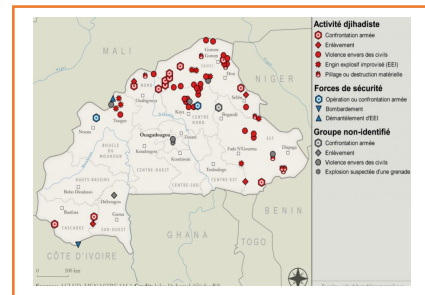




NEWS¹ SITUATION TRACKING BURKINA FASO BULLETIN DE SUIVI DE SITUATION



Localités : Régions du Sahel, des Hauts Bassins, du Centre, du Centre-Nord

Source : Burkina24

Problème : Dégradation du climat socio-politique à la suite de l'attaque terroriste contre le détachement de gendarmerie de Inata, dans la province du Soum, région du Sahel.

Période : Du 14 au 26 novembre 2021

PROFIL DES COMMUNAUTES	PARTIES PRENANTES	DESCRIPTION DE L'INCIDENT
<p>Démographie de base et géographie des régions touchées :</p> <p>Le Burkina Faso couvre une superficie de 274.200 km² avec une population estimée à environ 21 510 181 d'habitants² en 2020.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Région du Sahel : Elle couvre une superficie de 35 350 km² avec une population estimée à 1 094 907 d'habitants. Elle compte quatre (04) provinces dont l'Oudalan, le Seno, le Yagha, le Soum. - Région du Centre-Nord : Elle couvre une superficie de 19 840 km² et compte environ 1 872 126 habitants. Cette région accueille le plus important nombre de déplacés internes estimé à 838 548³ personnes. Elle comprend les provinces du Bam, le Namentenga, le Sanmatenga. - Région du Nord : Elle compte environ 1 720 908 d'habitants et couvre une superficie de 16 207 km². 	<p>Acteurs directs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Groupes Armés Terroristes qui attaquent les Forces de Défense et de Sécurité, les Volontaires pour la Défense de la Patrie, et persécutent, pillent, tuent les populations civiles. - Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui défendent l'intégrité du territoire national et veillent à la sécurité des biens et des personnes. - Les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) qui appuient les FDS dans les opérations de lutte anti-terroristes. - Le Gouvernement qui est chargé des prises de décisions et de la mise en œuvre des politiques publiques de développement et de sécurité. - Les Organisations de la Société Civile et les activistes qui assurent l'alerte et la veille sur l'évolution de la situation sécuritaire. - L'opposition Politique qui interpelle l'État sur son rôle régalien de sécurisation du territoire national, participe à l'animation du dialogue politique et exerce une pression sur le gouvernement pour une gestion 	<p>L'hydre terroriste qui ronge la région du Liptako-Gourma depuis maintenant près d'une décennie se fait de plus en plus menaçante et persistante. La récurrence, l'intensité des attaques, l'ampleur des dégâts suscitent des interrogations quant à l'efficacité des politiques et stratégies de défense et de sécurité, jusque-là entreprises pour faire face à la situation. La psychose, le doute et l'incertitude viennent progressivement à bout des capacités de résilience des populations. Dans cette situation de colère et d'indignation, la présence française au Sahel aux cotés des forces armées nationales dans la lutte contre le terrorisme est remise en question.</p> <p>Le dimanche 14 novembre 2021, le Burkina Faso a enregistré une des attaques les plus meurtrières de son histoire. En effet, le détachement militaire de Inata, dans la province du Soum, région du Sahel a été la cible d'une attaque perpétrée par des individus armés non identifiés. Le bilan officiel fait état de 53 gendarmes et 04 civils tués. Cette énième attaque viendra précipiter la dégradation d'un climat socio-politique déjà délétère. Les premiers éléments de l'enquête montrent que le détachement était confronté à des problèmes de ravitaillement en vivres et en logistiques.</p> <p>La série des événements qui suivront, même si des liens directs ne sont pas avérés, se déroulent chronologiquement comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le 16 novembre 2021, des populations ont marché à Ouagadougou pour manifester leur mécontentement et demander la démission du chef de l'Etat. - Dans la soirée du 16 novembre 2021, un convoi de l'armée française transportant plusieurs matériels militaires a été stoppé à Bobo Dioulasso, dans la

¹ NEWS : National Early Warning System (Système National d'Alerte Précoce-SNAP)

² <https://www.populationdata.net/pays/burkina-faso/>

³ <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burkina-faso>

Elle compte quatre (04) provinces à savoir le Loroum, le Passoré, le Yatenga et le Zandoma.

- **Région des Hauts Bassins :**
Elle couvre une superficie de 25 343 km² avec une population estimée à 2,238 millions d'habitants. Elle couvre les provinces du Houet, du KénéDougou et du Tuy

diligente de la situation sécuritaire.

- **Les populations civiles** qui subissent les attaques, les menaces et les pillages des groupes armés, contraintes de fuir leurs localités d'origine en quête de lieux sûrs et sécurisés.

Partenaires :

- Le G5 Sahel ;
- La CEDEAO ;
- La France :

région des hauts bassins par des jeunes qui protestent contre la présence militaire française au Burkina Faso. Après plusieurs heures de blocage, les jeunes ont accepté céder le passage.

- Le 17 novembre 2021, ce sont les jeunes de Kaya dans la région du Centre-Nord qui ont battu le pavé pour exprimer leur inquiétude et leur mécontentement face à la dégradation de la situation sécuritaire.
- Le 17 novembre 2021, le commandant de la première région de gendarmerie et le commandant du groupement du secteur Nord ont été relevés de leurs fonctions.
- Dans la soirée du 17 novembre 2021, des jeunes ont érigé des barrages à l'entrée de la ville de Ouagadougou pour stopper le convoi français précédemment bloqué à Bobo-Dioulasso, mais finalement le convoi réussira à atteindre Kaya.
- Le 17 novembre 2021, à travers un communiqué, la Gendarmerie Nationale affirme que le chef secrétaire de la Compagnie de gendarmerie de la province du Kadiogo, Boubacar TRAORE s'est suicidé avec son arme de service. Les raisons de son suicide ne sont toujours pas connues mais une enquête a été ouverte.
- A travers une conférence de presse tenue à la date du 17 novembre 2021, le CFOP (Chef de Fil de l'Opposition Politique) annonce la suspension de sa participation à toutes les instances nationales en cours. Il s'agit notamment :
 - ✓ Du comité de suivi du dialogue politique ;
 - ✓ Du comité de suivi et d'orientation de la réconciliation nationale ;
 - ✓ Des assises nationales sur l'éducation.
- Le jeudi 18 novembre 2021, le Mouvement de la libération a animé un point de presse au cours duquel il appelle à la démission du président du Faso.
- Du 18 au 19 novembre 2021, 48 heures durant, les populations de Kaya se sont opposées au passage du convoi militaire français. Des tirs de sommation effectués par les soldats français pour disperser les manifestants ont fait quatre (4) blessés légers. Après de multiples négociations conduites par les autorités locales, le convoi a finalement replié en direction de Ouagadougou.
- Le 19 novembre 2021 a été déclarée journée « ville morte » à Ouahigouya, région du Nord. Écoles, lycées, marchés et les stations ont fermé pour protester contre l'insécurité grandissante.
- En route pour Ouagadougou, le convoi militaire français est de nouveau bloqué à une trentaine de kilomètres de la ville, les obligeant à se retrancher dans un camp militaire burkinabè le 20 novembre 2021.
- Dans la nuit du samedi 20 novembre 2021, les données mobiles de navigation internet ont été suspendues sur l'ensemble du territoire national.

- Le 22 novembre 2021, le gouvernement annonce à travers un communiqué avoir suspendu l'internet mobile pour des raisons de défense nationale et de sécurité publique pour une durée de 96 heures à compter du samedi 20 novembre 2021 à 20h.
- Le 21 novembre 2021, dans une déclaration, le CRI (Comité pour la Restauration de l'Intégrité) demande la démission du président du Faso.
- Le 22 novembre 2021, le gouvernement annonce une prolongation de la mesure de suspension de l'internet mobile pour 96 heures.
- Le 23 novembre 2021, des centaines de personnes ont manifesté à Ziniaré, dans la région du Plateau Central pour exiger le report des festivités de la fête nationale d'indépendance prévue pour se dérouler le 11 décembre 2021 dans ladite ville.
- Les populations de la ville de Dédougou, région de la Boucle du Mouhoun ont manifesté le 23 novembre 2021 pour réclamer des mesures fortes de sécurité.
- A l'inhumation de 36 des 53 gendarmes tombés à Inata le 23 novembre 2021, les familles des victimes ont exprimé leur colère à l'endroit des autorités présentes.

REPONSES

Face à la grogne populaire persistante et à la détermination des populations à ne pas céder le passage au convoi militaire français en partance pour le Niger, le chef de la Diplomatie burkinabè, le ministre des Affaires étrangères Alpha Barry a tenu une conférence de presse le 24 novembre 2021. Il a tenu à rassurer sur le caractère légal et habituel du convoi. Il a précisé que la France est un partenaire crédible engagée aux côtés du Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme. Il a donc invité les populations à céder le passage au convoi qui a reçu l'autorisation des autorités à traverser le territoire burkinabè.

Dans la nuit du 25 au 26 novembre 2021, dans un discours prononcé en direct de la télévision nationale, le président du Faso a annoncé des mesures face à l'urgence de la crise sociopolitique, sécuritaire et humanitaire que subit le pays. Parmi ces mesures, il y a entre autres, des changements imminents au sein des forces armées nationales, la formation d'un gouvernement resserré, la présence active et effective des chefs militaires sur le terrain, une opération mains propres pour vider les dossiers pendants de corruption et la livraison des résultats de l'enquête sur le drame d'Inata, le mardi 30 novembre 2021. Il a en outre lancé un appel solennel à la nation pour plus de solidarité avec les FDS, les VDP, pour la défense de la patrie.

ANALYSE DES RISQUES

L'attaque du détachement de gendarmerie de Inata, si elle n'est pas la première du genre a mis à nu des dysfonctionnements criards au sein des forces de défense et de sécurité. Des problèmes de ravitaillement des troupes engagés sur le théâtre des opérations a suscité l'indignation et la colère au sein des populations. Cette situation a exacerbé la dégradation de la confiance entre les populations et les gouvernants. Les organisations de la société civile et l'opposition politique durcissent le ton et exigent davantage de résultats de la part des autorités dans la lutte contre le terrorisme. On assiste à des appels à la démission du chef de l'Etat. Face à la menace persistante de la grogne populaire, les autorités politiques ont pris un certain nombre de mesures pour contenir la menace d'un éventuel soulèvement populaire et garantir la stabilité nationale. Cependant, certaines mesures telles que la suspension de l'internet mobile et l'interdiction de la marche du 27 novembre 2021, convoquée par des mouvements de l'opposition sont perçues comme une atteinte à la liberté d'expression et de manifester, chères à la démocratie et à l'Etat de droit. Le manque de réactivité et la communication tardive sur la série de blocages du convoi militaire français alimentent les frustrations des populations, déjà sous le joug de la psychose liée aux attaques terroristes.

RECOMMANDATIONS

- ✓ **Aux populations :**
 - Faire preuve de civisme et éviter les destructions de biens lors des manifestations ;
 - Privilégier le dialogue, l'écoute et la collaboration avec les acteurs politiques et les forces de défense et de sécurité ;
 - Éviter sur les médias et au sein des communautés, les propos et critiques qui ne favorisent pas la cohésion sociale et privilégier les actions qui apaisent les cœurs et unissent les communautés ;
 - Éviter les stigmatisations et les préjugés ethniques ainsi que le repli identitaire ;
- ✓ **Aux forces de défense et de sécurité**
 - Rester professionnelles et républicaines dans l'exercice de leurs fonctions ;
 - Communiquer régulièrement sur les consignes sécuritaires ;
- ✓ **Aux Organisations de la Société Civile et Activistes**
 - Renforcer l'alerte et la veille citoyenne pour aider à la gestion de la crise sécuritaire ;
 - Continuer le dialogue et la recherche de solutions pacifiques de sortie de crise ;
 - Privilégier l'intérêt supérieur de la nation ;

✓ **A l'Opposition Politique**

- Renouer le dialogue politique avec le gouvernement ;

✓ **Au Gouvernement**

- Mettre suffisamment les moyens techniques, financiers et matériels à la disposition des FDS pour leurs missions de protection des citoyens et du territoire ;
- Travailler à faciliter la collaboration entre les Forces de Défense et de Sécurité et les populations civiles ;
- Continuer le dialogue politique avec l'opposition ;
- Renforcer la collaboration entre les différentes Forces de Défense et de Sécurité des États de la région Ouest-Africaine ; voire explorer d'autres pistes de collaboration internationale dans la lutte contre le terrorisme ;

